



# SAINT-AVÉ

## Ville de Saint-Avé

### RAPPORT D'ACTIVITE ACTION SOCIALE



2018

## PARTIE 1 - LE SERVICE SOCIAL

### I. L'ACCUEIL SOCIAL

L'accueil social est ouvert tous les jours sauf les mardis et jeudis matin afin de permettre à l'agent d'accueil de recevoir sur rendez-vous.

L'année 2018 est marquée par une augmentation des passages et appels téléphoniques avec un total de **5740 contacts**, soit une augmentation globale de 17 % par rapport à 2017.

Mise en place en 2018, la boîte vocale permettant de rediriger directement les usagers vers le service concerné a permis de désengorger l'accueil de la Mairie et favoriser la confidentialité.

#### Les chiffres :

Pour l'année 2018 on comptabilise :

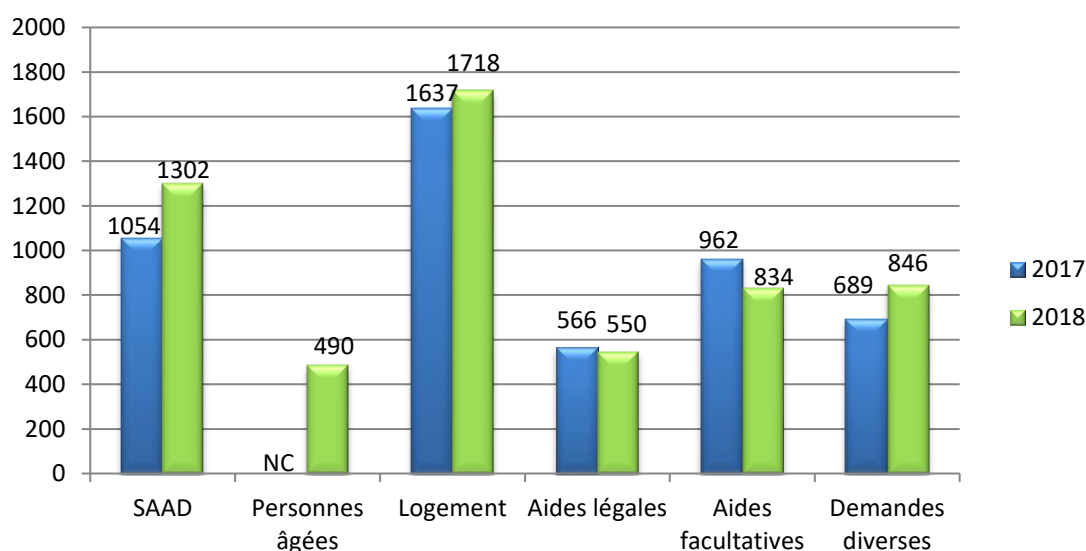
- **2412 passages** (contre 2218 en 2017), soit une moyenne de 9 personnes par jour dont :
  - 625 pour le logement
  - 463 concernant les aides sociales facultatives
  - 439 passages pour le SAAD
  - 413 concernant les aides sociales légales
  - 341 demandes diverses
  - 131 passages relatifs aux personnes âgées (portage repas, repas des aînés, colis de Noël...)

Entre 2017 et 2018, le nombre de passages au CCAS a augmenté de 8.7 % (service social et service logement confondus).

- **3328 appels téléphoniques (contre 2690 en 2017)**, soit une moyenne de 13 appels par jour dont :
  - 1093 pour le logement
  - 863 pour le SAAD
  - 505 pour demandes diverses
  - 371 concernant les aides sociales facultatives
  - 359 relatifs aux personnes âgées
  - 137 concernant les aides sociales légales

Entre 2017 et 2018, le nombre d'appels au CCAS a augmenté de 23.7 %.

#### Nombre de contacts physiques et téléphoniques (comparaison entre 2017 et 2018)



L'augmentation la plus conséquente concerne le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, expliquée notamment par l'évolution positive de l'activité.

A noter également que les contacts au service logement ont augmenté, de manière moins importante, mais ils représentent près de **30% de l'ensemble des contacts**.

Paradoxalement à l'évolution du nombre de dossiers instruits dans le cadre des aides facultatives, le nombre de contacts a quant à lui diminué.

## **A. LE DOMICILE PARTAGE « RESIDENCE LEONIS »**

---

La « Résidence Léonis » de Saint-Avé a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> juin 2015. A mi-chemin entre le maintien à domicile et l'accueil en structure, le domicile partagé est une solution adaptée pour les personnes en perte d'autonomie (Alzheimer et maladies apparentées).

Le logement est partagé en colocation par 8 personnes. La vie s'organise « comme à la maison » et les colocataires fragilisés bénéficient d'assistants de vie diplômés 24 h/24.

Les dépenses collectives sont mutualisées et réparties entre les occupants en fonction de la période de présence.

Pour mettre en place et assurer le fonctionnement de la résidence, le CCAS s'appuie sur un partenariat expérimenté en ce type de structure : l'ASSAP-CLARPA.

- En 2018 :

Malgré deux décès au cours de l'année, le taux d'occupation est très encourageant et montre les besoins d'accueil de ce public sur le secteur. Au 31 décembre 2018, **15 personnes** étaient en attente d'intégrer le domicile partagé.

8 salariés (dont une salariée remplaçante et une coordinatrice) se relaient auprès des personnes âgées et gèrent la restauration sur place. Le service mandataire de l'ASSAP-CLARPA aide à la fonction employeur et assure l'interface entre les personnes âgées employeurs et leurs salariés.

Aussi, des réunions mensuelles sont toujours organisées à la résidence en présence du CLARPA, des aides à domicile et du CCAS.

- En 2019 :

Suite à la publication du nouvel arrêté du cahier des charges des services mandataires paru au journal officiel du 05/10/2018, toute personne s'installant en domicile partagé **doit être sous mesure de protection juridique ou justifier d'une démarche en cours** à la date d'installation (article 47 : « *Le mandataire vérifie que l'intervention sous ce mode est adaptée à la réalité de la situation de la personne et que son état lui permet d'assurer les responsabilités inhérentes à son statut d'employeur.* »)

Même si cela implique une démarche administrative supplémentaire pour les familles, elle permet de mettre fin aux interrogations sur la capacité de la personne âgée souffrant de pathologie Alzheimer ou troubles apparentés d'assurer son rôle d'employeur.

## **B. LE SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE – SAAD**

---

Crée en mars 1979, le service d'aide et d'accompagnement à domicile de Saint-Avé intervient au domicile des personnes âgées ou en situation de handicap de la commune. Les aides à domicile interviennent du lundi au vendredi, en horaire de journée.

Le service propose uniquement des interventions **en mode prestataire** (le CCAS est employeur de l'aide à domicile), le service mandataire ayant pris fin au 31 décembre 2016.

Pour les activités réalisées auprès des personnes en perte d'autonomie, le service dispose d'une autorisation délivrée par le Conseil Départemental depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et pour une durée de 15 ans.

### **Etat du service :**

Au 31 décembre 2018, 9 intervenantes sont employées dont 6 titulaires et 3 contractuelles. Au total 16 aides à domicile sont intervenues au cours de l'année contre 11 en 2017.

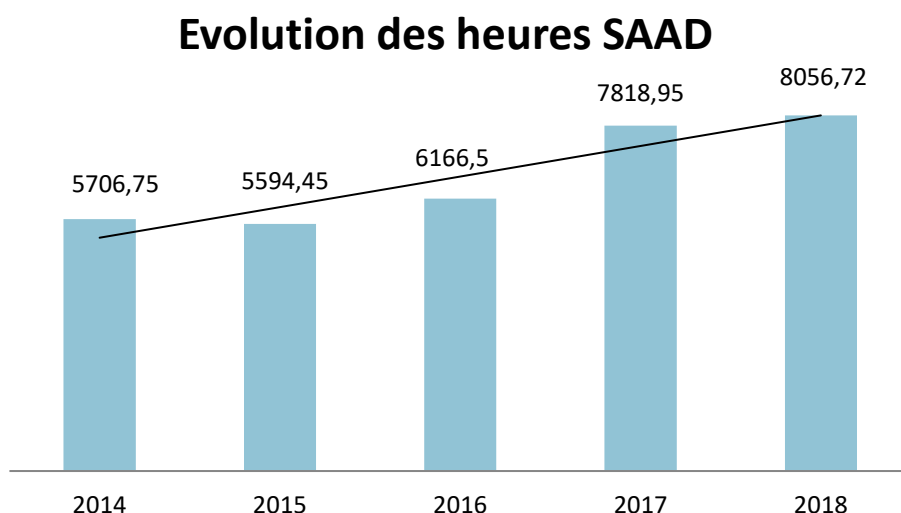
87 personnes ont bénéficié d'une aide à domicile en 2018 (84 en 2017), pour un total **8056,72 heures** annuelles effectuées (contre 7818.95 en 2017, 6166.50 en 2016 et 5594.45 en 2015).

L'augmentation du nombre d'intervenantes contractuelles s'explique par un besoin en remplacement plus conséquent lié notamment à des arrêts de travail (maladie ordinaire).

A noter que le recrutement d'aides à domicile remplaçantes et qualifiées s'avère difficile pour le SAAD de Saint-Avé comme pour les autres services d'aide à domicile du secteur. Il manque actuellement de personnel formé du fait d'un métier qui semble peu attractif et pas assez valorisé.

### **Evolution des heures d'interventions entre 2014 et 2018 :**

Après une période de décroissance en 2015, l'activité du service prestataire repart à la hausse. La tendance se confirme en 2018 avec une augmentation de 1890.22 heures par rapport à 2016 soit **+ 30.65 % en 2 ans**.



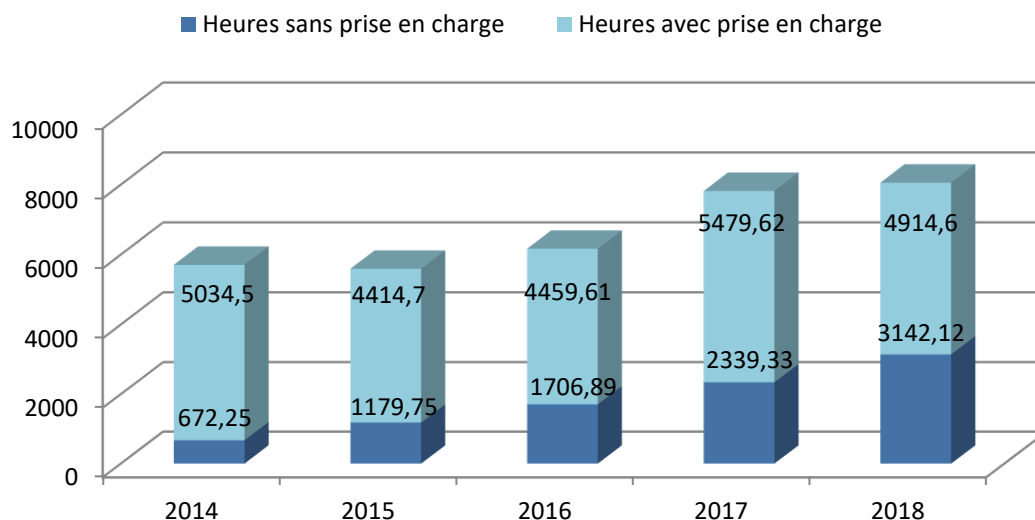
Malgré des outils de communication qui restent à davantage développer, le bouche à oreille fonctionne bien sur la commune. La qualité des interventions est reconnue et permet ainsi de toucher de nouvelles personnes et fidéliser les usagers.

De plus, cette augmentation s'explique en partie par le vieillissement de la population et du développement de la politique en faveur du maintien à domicile.

L'augmentation de l'activité reste cependant encore fragile et liée à des événements imprévisibles : hospitalisations, décès, arrêts de travail.

Malgré la volonté des pouvoirs publics de favoriser le maintien à domicile avec notamment la revalorisation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, on observe encore cette année une diminution du taux de prise en charge par les différents organismes.

En 2018 : 39 % des heures ne sont pas prises en charge contre 29.91 % en 2017 et 27.68 % en 2016.



### ■ Actions mises en place et perspectives d'évolution :

#### **La communication du service :**

Le service poursuit le développement de ses outils de communication (flyer, livret d'accueil). Malheureusement il n'a pas été possible en 2018 de finaliser ce projet. Malgré cela, il est important de noter que l'activité continue d'évoluer positivement.

Une aide à domicile a pu cependant participer à la campagne de communication de la ville pour la nouvelle année 2019 portant sur la mise à l'honneur des agents communaux de terrain. Cela a ainsi permis de valoriser le métier d'Auxiliaire de Vie Sociale.

Pour 2019, le service se fixe l'objectif de finaliser ses outils de communication.

#### **Evolution et modernisation du service :**

En 2018, l'outil de **télégestion** permettant une télétransmission des heures d'intervention vers un logiciel informatique a été étendu à l'ensemble des usagers du service (auparavant destiné uniquement aux bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie).

Le pointage des heures est donc facilité pour les aides à domicile en supprimant les feuilles papier. La télégestion permet également d'enregistrer l'intervention au réel, ainsi, éviter les litiges et erreurs lors de la facturation.

En 2018, le Conseil d'Administration du CCAS a voté pour le remboursement des **frais kilométriques** aux aides à domicile pour les trajets effectués pendant les interventions : courses, promenades etc. Pour ce faire, une prestation complémentaire est facturée à l'usager (0.40 € par kilomètres) à compter du 1<sup>er</sup> février 2019.

Pour finir, une partie des heures supplémentaires effectuées par les aides à domicile ont été payées en 2018 (50h supplémentaires ont été reportées sur l'année suivante, le reste a été payé aux agents concernés).

Ces évolutions permettent de simplifier la gestion du service mais également d'améliorer les conditions et de valoriser le travail des agents intervenants à domicile.

#### **Le tarif horaire :**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 le tarif horaire du SAAD est passé de 20.78 € à 21 €. Cette augmentation permet de contribuer à l'équilibre du budget tout en restant compétitif par rapport aux autres organismes d'aide à domicile.

Un décret national fixant un tarif unique des prestations d'aide à domicile devrait paraître en 2019 (fixant le taux horaire à 21 €). Il sera visiblement possible pour les SAAD d'augmenter leur taux horaire en justifiant de « prestations complémentaires ».

A noter également qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le tarif horaire SAAD passe à 21.22 €.

### **Formation des aides à domicile :**

3 séances d'analyse des pratiques encadrées par une psychothérapeute ont été effectuées en 2018. 4 étaient normalement prévues mais la dernière séance de fin d'année a dû être annulée suite à la fermeture du centre de formation dont dépendait la psychothérapeute.

Cet événement a été l'occasion de conventionner pour 2019 avec une nouvelle psychologue du secteur. Elle permet ainsi d'apporter une vision différente et nouvelle des pratiques professionnelles, de la relation à l'usager et à sa famille (« approche systémique »).

Comme chaque année, des formations ont été réalisées en 2018 par les aides à domicile et la responsable de service : « alimentation de la personne âgée à domicile », « réalisation d'une prestation culinaire adaptée à la personne âgée », « la connaissance du vieillissement normal ».

### **Enquêtes de satisfactions 2018 :**

Comme chaque année, une enquête de satisfaction a été envoyée aux usagers. Le service a reçu un taux de réponse de 47 %.

Les résultats de l'enquête ont été présentés en Conseil d'Administration. Les usagers sont très satisfaits de l'accueil, de la qualité des interventions de l'aide à domicile et des documents administratifs. Des axes sont cependant à améliorer sur la gestion des plannings et des remplacements.

Pour 2019, le questionnaire de satisfaction a été simplifié et envoyé par voie postale avec une enveloppe vide adressée directement au service afin d'obtenir un taux de réponse plus important.

### **Adhésion à OMEGA :**

Le Conseil d'Administration du CCAS a voté en 2018 l'adhésion à l'association OMEGA 56 (l'association morbihannaise des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées). Elle a pour but de rassembler des directeurs et responsables d'établissements et services pour personnes âgées afin d'échanger des informations et points de vue susceptibles d'être un facteur d'amélioration au sein de leurs structures.

Des groupes de travail vont être mis en place en 2019 sur la mutualisation des outils de gestion des SAAD auxquels le service participera.

### **Les orientations du schéma autonomie en matière de gestion des SAAD :**

En juin 2018, la DGISS a présenté les grandes orientations du schéma de l'autonomie 2017-2021 en matière de gestion des SAAD.

Dans ce cadre, la responsable de service a participé à deux groupes de travail en novembre et décembre portant sur la qualité de la prise en charge. L'objectif de ces groupes étant d'effectuer un diagnostic de l'existant et proposer des pistes et solutions d'amélioration.

Lors de la réunion plénière en mars 2019 restituant les travaux des différents groupes, la DGISS a confirmé la mise en place au niveau national d'un tarif unique pour tous les SAAD. Une dotation supplémentaire par SAAD sera attribuée sous condition d'une contractualisation (CPOM ou appel à projet). Le principe de l'habilitation valant tarification n'existera donc plus.

En 2019, la responsable de service participera à des groupes de travail entre membres de l'UDCCAS afin de réfléchir et échanger sur ces évolutions.

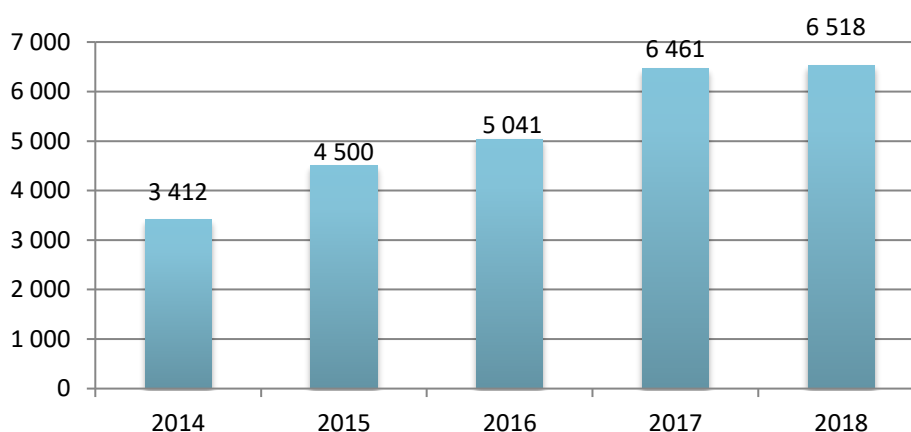
## C. LE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE

Le CCAS propose un service de portage de repas à domicile. Ce service répond aux besoins ponctuels ou réguliers des personnes âgées ou rencontrant des difficultés de mobilité.

La livraison de repas complets et équilibrés se fait en liaison froide. Proposant 20 régimes différents, le service fonctionne du lundi au samedi, le repas étant livré la veille du jour de consommation.

Pour assurer ce service, le CCAS a mis en place un partenariat avec le CCAS de Vannes qui fournit et livre les repas au domicile des bénéficiaires.

### Nombre de repas distribués sur l'année



ANNEE	NOMBRE DE BENEFICIAIRES (Moyenne)	NOMBRE DE REPAS TOTAL	MOYENNE MENSUELLE DE REPAS
2014	15	3 412	284
2015	20	4 500	375
2016	22	5 041	420
2017	23	6 461	538
2018	27	6 518	544

En 2018, 26 nouvelles demandes de portage de repas ont été instruites.

Au total, 58 personnes ont bénéficié du portage sur l'année, dont 31 étaient toujours actives au 31 décembre.

La qualité du service est très satisfaisante et les retours des usagers positifs. La diversité des régimes proposés permet de proposer une réponse adaptée aux demandes particulières.

En 2018, une nouvelle convention a été signée avec le CCAS de Vannes pour une durée de trois ans reconductible par tacite reconduction. Cette convention met en place un tarif « extérieur » qui sera fixé annuellement par le Conseil d'Administration du CCAS de Vannes.

En 2018, Le tarif du portage de repas est passé de 10.08 € à 10.36 € pour les avéens.

## D. LE REPAS DES AINES

Chaque année, le Centre Communal d'Action Sociale organise un repas pour les personnes âgées de 75 ans et plus ainsi que leur conjoint. En 2018, en raison d'un trop grand nombre de personnes invitées par rapport à la capacité d'accueil de la salle, l'âge requis est passé à 76 ans et plus.

Plusieurs adhérents des différentes associations Avéennes participent en tant que bénévoles au repas : en 2018, ce sont le Mil'pat, le Comité des fêtes, Familles Rurales, Avec Nous et l'Essa gym qui ont participé au service. Dans le cadre du dispositif chantier citoyen, 15 jeunes de la commune ont participé également au service et ont contribué ainsi au financement d'un de leurs séjours.

Les personnes âgées sont très attachées à cet évènement convivial qui permet de maintenir du lien social et favoriser les échanges intergénérationnels. C'est également l'occasion pour eux, d'échanger de façon moins formelle avec les élus de la commune.

C'est le groupe de musique « les tontons guincheurs » qui a animé cette journée.

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Nombre d'invitations</b>	731	724	488	709	658
<b>Nombre de présents</b>	384	350	314	349	330

Pour la deuxième année consécutive, le CCAS a fait appel à un traiteur.

Au vu du nombre de personnes invitées, le repas s'est déroulé, pour la première fois, dans une salle de sport communale, la salle Pierre Le Nouail. La salle a permis de recevoir les aînés dans de meilleures conditions mais également de favoriser la convivialité.

## E. LES COLIS DE NOËL

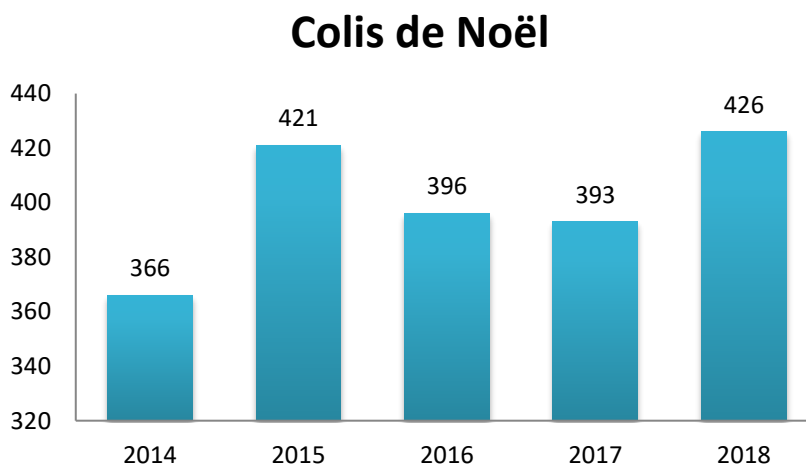
À l'occasion des fêtes de fin d'année, les élus rendent visite aux avéens de 80 ans et plus et leur présentent les vœux de la collectivité. Un présent sous forme de panier garni leur est remis.

Ces visites à domicile constituent l'un des moments privilégiés de l'année pour aller à la rencontre des aînés de la commune, en particulier de ceux qui rencontrent des difficultés pour se déplacer. Elles permettent également d'entretenir un lien avec un public fragile et parfois isolé.

En 2018, **426 colis** ont été distribués, pour un budget total de 6690 €. Cette année, le service a fait appel à la société « La Trinitaine » pour privilégier ainsi un fournisseur local proposant des produits bretons. De plus, la société travaille en partenariat avec les ESAT de la région, qui se chargent d'assembler les colis.

Les colis ont été composés de 3 terrines et pâtés, d'une bouteille de cidre rosé, d'un ballotin de truffes en chocolat, d'un paquet de papillote, d'un paquet de galette au beurre, d'un pot de confiture, d'une verrine de bonbons et des madeleines. Le tout présenté dans une boîte imprimée d'hermine bretonne.

### Evolution du nombre de colis distribués entre 2014 et 2018



A noter que le recensement des bénéficiaires se fait à partir de la liste électorale. Un appel à inscription est lancé chaque année, par le biais de la revue municipale, à destination des personnes qui ne seraient pas électeurs dans la commune.

## F. PREVENTION « CANICULE » ET « GRAND FROID »

Le CCAS tient un registre, à titre préventif, des personnes fragilisées qui se sont signalées. La demande d'inscription est fondée sur le volontariat. Les personnes déjà inscrites sur le registre n'ont pas à renouveler leur inscription chaque année. Toutefois, il est demandé de communiquer au CCAS tout changement de situation.

Au 31 décembre 2018, 31 personnes étaient recensées sur ce registre (47 en 2017, 47 en 2016, 61 en 2015 et 79 en 2014). La baisse du nombre de personnes inscrites s'explique par des décès et des entrées en EHPAD.

En 2018, personne n'a contacté le service afin de s'inscrire sur la liste des personnes vulnérables malgré les différents articles dans la revue des Avéens et sur le site internet.

## II. LE LOGEMENT

Les personnes ayant effectué une demande de logement sur Saint-Avé sont accueillies directement par l'agent au service logement lors de ses temps de présence (les lundis, mercredis et vendredis). Ils sont reçus par l'agent d'accueil CCAS les autres jours de la semaine.

En plus de l'accueil logement, l'agent reçoit sur rendez-vous à la demande des usagers, il aide si besoin pour remplir le dossier de demande et gère les propositions d'attribution en partenariat avec les différents bailleurs sociaux.

Ces missions s'effectuent en lien avec l'adjointe aux solidarités présente lors des commissions d'attribution de logement. Elle rencontre tous les demandeurs ayant sollicité un logement sur Saint-Avé lors de ses temps de permanence. En 2018, elle a rencontré 192 personnes (contre 272 en 2017 et 197 en 2016).

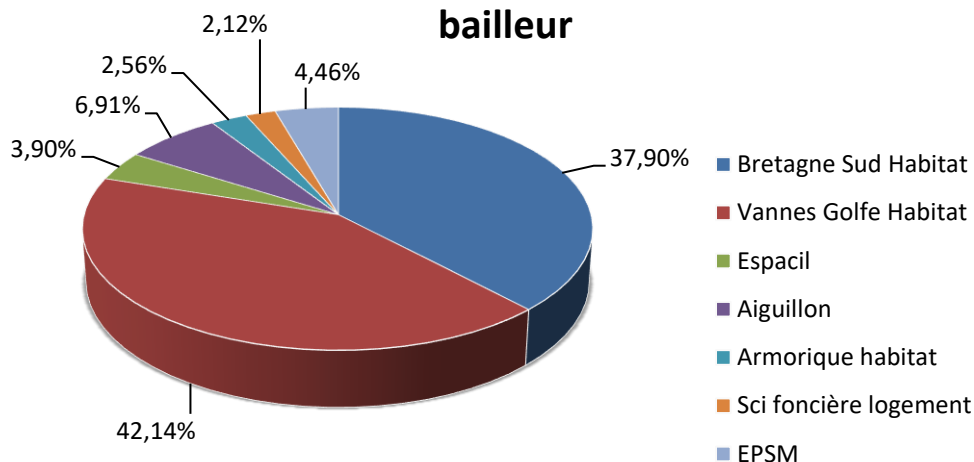
En mars 2018, suite au départ en retraite de l'agent en poste, un nouvel agent en charge de l'accueil logement a été recruté en contrat aidé pour un an. Ce changement a quelque peu déstabilisé l'organisation du service en 2018.

Pour 2019, étant donné l'arrêt du dispositif de contrat aidé, il a été décidé de recruter une personne de formation administrative et sociale pour un contrat d'un an à mi-temps.

Au 31 décembre 2018, le parc de logement social sur la commune s'élève à **897** logements dont 80 rue René Cassin (60 chambres à l'EHPAD et 20 pour les pavillons).

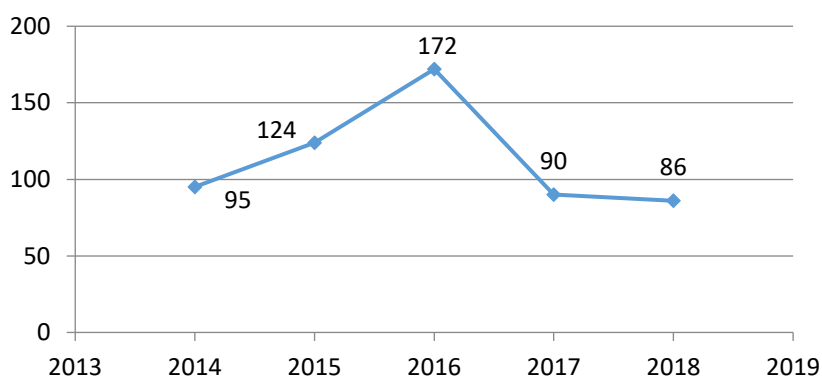
Répartition du nombre de logement par bailleur			
	Collectif	Pavillon	Total
Bretagne Sud Habitat	264	76	340
Vannes Golfe Habitat	347	31	378
Espacil	20	15	35
Aiguillon	56	6	62
Armorique habitat	23	0	23
Sci foncière logement	19	0	19
EPSM	40	0	40
Total	769	128	897

## Répartition du nombre de logement par bailleur



En 2018, 86 logements ont été attribués suite à des départs ou des mutations sur le parc locatif public existant (90 en 2017 et 172 en 2016). En 2017 et 2018, il n'y a eu aucune livraison de logements neufs sur la commune ce qui explique la diminution de nombre d'attribution.

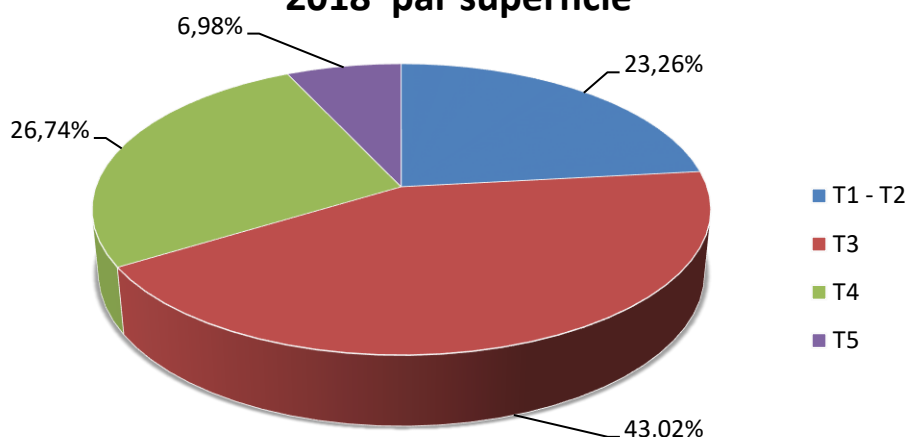
## Evolution du nombre de logements attribués



### Bilan des attributions en 2018

	T1 – T2	T3	T4	T5	Total
BSH	8	12	3	2	25
VGH	10	13	15	3	41
Espacil	1	2	3	1	7
Aiguillon	0	5	1	0	6
Armorique habitat	1	5	1	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>37</b>	<b>23</b>	<b>6</b>	<b>86</b>

## Répartition des logements attribués en 2018 par superficie



Au 31 décembre 2018, le total des demandes de logement en instance s'élève à **1817** (1521 en 2017 et 1304 en 2016), après mise à jour des fichiers par le CCAS.

En 2018 ont débuté les travaux de construction de la résidence sénior « Les séniories ». Sur les 105 logements prévus, 21 seront des logements locatifs sociaux gérés par Bretagne Sud Habitat. En 2018, l'agent d'accueil logement a réceptionné 9 dossiers d'inscriptions à la future résidence. Au total, 21 personnes ont déposées un dossier.

### III. LES FAMILLES

#### Les aides du CCAS concernant les activités sportives, culturelles et de loisirs pour les enfants de 3 ans à 18 ans :

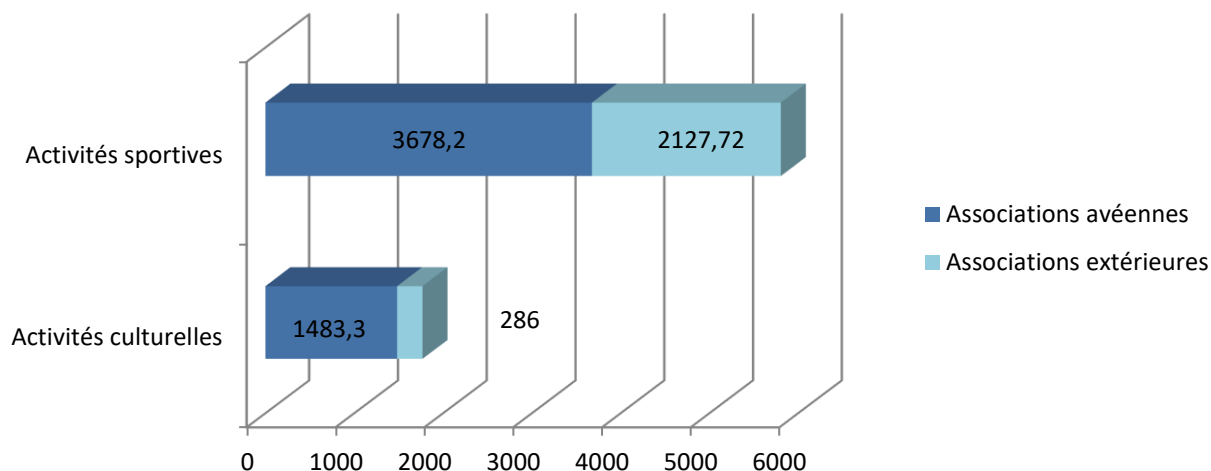
Par délibération du 20 novembre 1998, le Conseil d'Administration du CCAS a décidé de mettre en place des aides aux familles concernant les activités culturelles et de loisirs pour les enfants des familles les plus défavorisées.

En 2018, le CCAS a participé financièrement à la prise en charge des activités de 116 jeunes Avéens (77 familles) pour un montant total de 7575.22 € (en 2017, 6778.88 € pour 104 jeunes / en 2016, 6856.89 € pour 103 jeunes / en 2015, 9 532.45 € pour 128 jeunes) réparti ainsi :

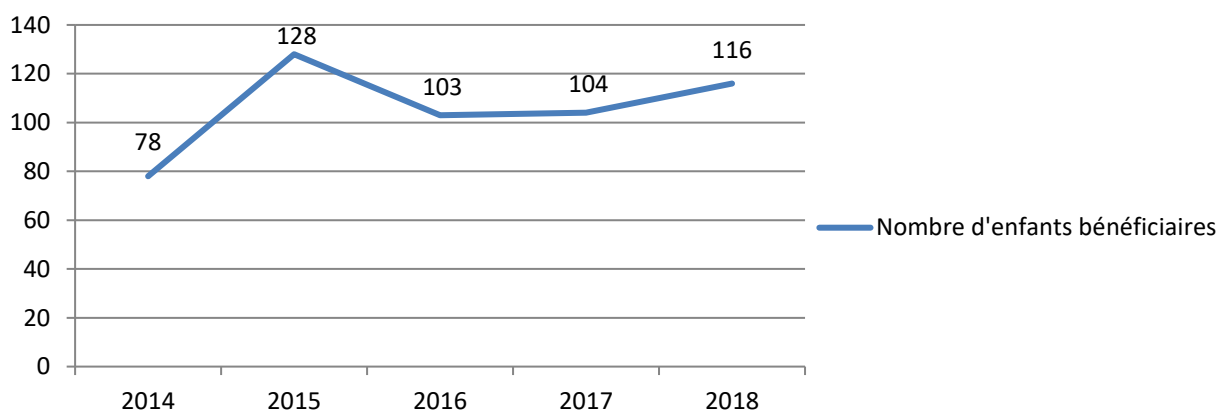
- En thématiques :
  - Activités sportives : 5705.92 € (4667.40 € en 2017, 4441.20 € en 2016 et 5705.48 € en 2015)
  - Activités culturelles : 1869.3 € (1821.48 € en 2017, 1995.69 € en 2016 et 3706.97 € en 2015)
- Pour des activités auprès d'associations:
  - Avéennes : 5221.5 € (5643.18 € en 2017, 5547.89 € en 2016 et 7619.25 € en 2015)
  - Autres communes : 2353.72 € (1135.70 € en 2017, 1309 € en 2016 et 1913.20 € en 2015)

## Participations du CCAS pour la pratique d'activités des enfants

Montant total : 7575,22 € 77 familles



## Nombre d'enfants bénéficiaires



## IV. LES PERSONNES EN DIFFICULTÉS

### A. L'AIDE SOCIALE LEGALE

L'aide sociale légale recouvre les prestations sociales définies par la loi et les règlements pour l'ensemble du territoire. Ce sont des aides de l'Etat ou du département délégué par conventionnement, elles sont instruites à l'échelon local tout en restant soumise à décision de l'autorité référente.

Les différentes demandes d'aides sociales légales concernent :

- Dossiers auprès de la **Maison Départementale de l'Autonomie** (carte Mobilité Inclusion, reconnaissance du handicap, demande d'allocations etc...).
- Dossier **d'aide sociale** : obligation alimentaire, prise en charge des frais d'hébergement, des frais d'aide à domicile etc. En 2018, 14 dossiers d'aide sociale ont été instruits (16 en 2017 et 24 en 2016) et 14 dossiers d'Obligation Alimentaire (8 en 2017 et 13 en 2016).

- Dossiers de demande d'**Allocation Personnalisée d'Autonomie** (APA). En 2018, 17 dossiers ont été instruits contre 19 en 2017 et 18 en 2016.

#### ■ **Domiciliation administrative :**

La domiciliation permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable de disposer d'une adresse pour recevoir du courrier et surtout pour accéder à leurs droits et prestations ainsi que remplir certaines obligations.

Au 31 décembre 2018, **47** personnes étaient domiciliées au CCAS (pour 44 en 2017 et 18 en 2016) dont 27 premières demandes sur l'année et zéro refus. L'augmentation du nombre de domiciliés depuis 2017 s'explique par une orientation beaucoup plus importante des services sociaux de l'EPSM.

Au cours de l'année, 17 domiciliations ont pris fin, soit parce que la personne ne s'est pas manifestée pendant plus de 3 mois, soit pour non renouvellement de la domiciliation. On compte également 7 arrêts volontaires (changement de ville, logement stable...)

## **B. L'AIDE SOCIALE FACULTATIVE**

---

Cette aide vient en complément des dispositifs légaux, elle ne présente donc pas de caractère obligatoire. C'est la commission permanente, par délégation du conseil d'administration du C.C.A.S., qui décide d'octroyer au profit d'Avéens en difficulté, des prestations d'aide sociale complémentaires (n'ayant aucun caractère obligatoire).

### **1. L'aide alimentaire**

L'épicerie solidaire est gérée et assurée par l'AMISEP (Association Morbihannaise d'Insertion Sociale et Professionnelle). Les usagers, orientés par le CCAS, achètent leurs denrées alimentaires à 10 ou 30 % de leur valeur marchande. Des produits d'hygiène et d'entretien sont également disponibles.

L'accès à l'épicerie solidaire est accordé selon le calcul du **reste à vivre**. L'orientation est fixée pour une durée de 3 à 6 mois avec possibilité de renouvellement.

En 2018, **89** usagers ont bénéficié d'une orientation vers l'épicerie solidaire soit une diminution de 15 % par rapport à 2017 (105 en 2017 et 91 usagers orientés).

37 usagers ont renouvelés, 1 fois ou 2, leur orientation au cours de l'année. Au total, 133 demandes ont été faites contre 161 en 2017.

L'orientation est faite pour une durée moyenne de 6 mois. Les difficultés semblent donc s'installer dans la durée.

Les personnes en difficultés sont également orientées vers les associations caritatives (Croix rouge, Les restos du cœur, Saint Vincent de Paul, Secours catholique, Secours populaire) pour l'attribution de produits alimentaire.

### **2. Tarification solidaire pour le bus**

Une tarification solidaire est proposée, par Vannes Agglo, sur le réseau Kicéo. Elle repose sur l'application de 3 niveaux de réduction, basés sur 3 niveaux de Quotient Familial (QF) des bénéficiaires (au 1er janvier 2018) :

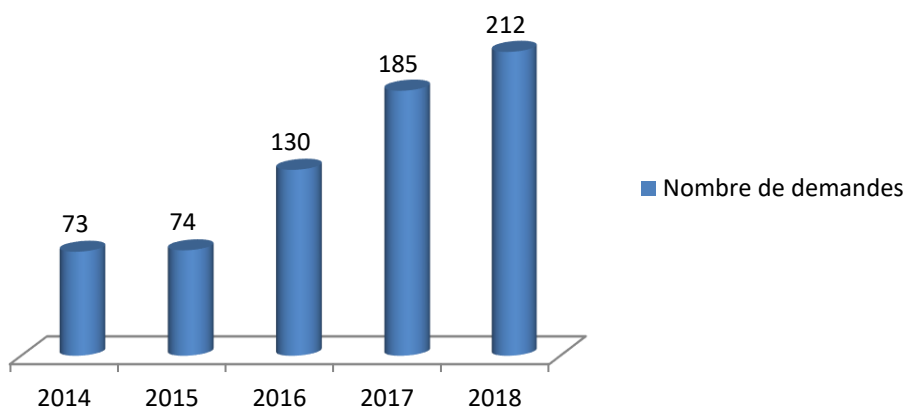
- ▶ 5 € /mois, pour les personnes appartenant à un foyer dont le QF est inférieur à 408 €
- ▶ 10 € /mois, pour les personnes appartenant à un foyer dont le QF est compris entre 408 et 502 €
- ▶ 20 € /mois, pour les personnes appartenant à un foyer dont le QF est compris entre 502 et 593 €

Le CCAS vérifie les conditions d'éligibilité des demandeurs, instruit les demandes et délivre les coupons.

En 2018 :

- **100** usagers ont bénéficié de la tarification solidaire pour le bus (98 en 2017 et 68 en 2016) dont 52 d'entre eux, à plusieurs reprises dans l'année
- **212** dossiers ont été instruits (185 en 2017 et 130 en 2016) :
  - 149 pour la tarification solidaire à 5 euros par mois (93 en 2017 et 59 en 2016),
  - 44 pour la tarification solidaire à 10 euros par mois (61 en 2017 et 42 en 2016)
  - 19 pour la tarification solidaire à 20 euros par mois (31 en 2017 et 29 en 2016).

## Evolution du nombre de demandes



**On constate une augmentation de 14 % par rapport à 2017.** Cela s'explique notamment par un allègement de la procédure interne d'instruction des demandes (validation par la vice-présidente du CCAS et non plus par le Commission Permanente).

Néanmoins la modification de la procédure est intervenue en 2015, la précarisation des ménages peut également expliquer cette augmentation.

Pour l'année 2018, on compte 45 premières demandes (59 en 2017 et 42 en 2016).

### 3. Les demandes de secours

72 demandes de secours, hors secours d'urgence et tarification solidaire, ont été examinées par la commission permanente du CCAS (129 en 2017, 114 en 2016, 106 en 2015 ; 86 en 2014). La commission permanente du CCAS a statué :

- favorablement sur 44 demandes (100 en 2017 ; 88 en 2016 ; 71 en 2015 ; 50 en 2014)
- défavorablement sur 28 demandes (29 en 2017 ; 26 en 2016 ; 35 en 2015 ; 36 en 2014)

Parallèlement, 14 secours d'urgence ont été accordés (14 en 2017 ; 16 en 2016 ; 12 en 2015). Ils sont attribués par la Conseillère ESF ou par l'agent social lors de son absence pour un montant maximum de 50 euros.

	Fonds FSL		Fonds CCAS		TOTAL	
	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers
Electricité	2697.6	15	372	1	3069.6	16
Gaz	3167.37	18	370.85	1	3538.25	19
Eau	1649.46	13	74.21	1	1723.67	14
Secours d'urgence			350	14	350	14
Autres secours			420	5	420	5
TOTAL	7514.43	46	1587.06	22	9101.52	68

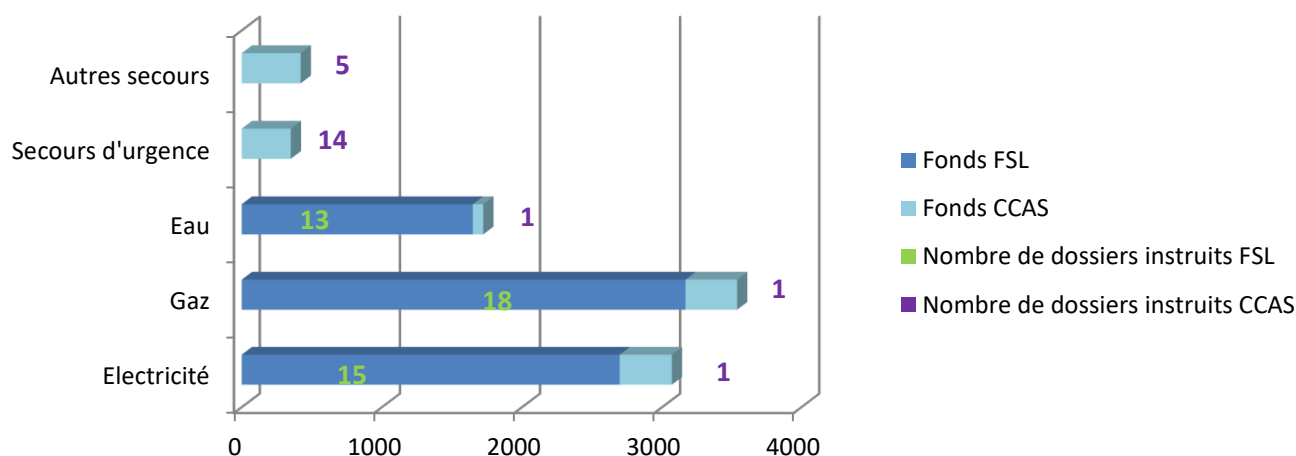
Pour l'année 2018, le montant moyen des aides attribuées s'élève à 162.02 € contre 150.92 € en 2017 et 162.21 € en 2016 (hors secours d'urgence).

En 2018, les secours d'urgence actuellement distribués sous forme de liquide seront remplacés en grande partie par des Chèques d'Accompagnement Personnalisés. Ces chèques service sont des titres de paiement affectés à une zone géographique et dont les domaines d'application y sont imprimés (alimentation/hygiène, carburant etc.). Ils permettent ainsi de contrôler et de maîtriser leur utilisation par les bénéficiaires.

C'est un total de **9 101.52 €** d'aides qui ont été accordées en 2018 (15 091.53 € en 2017, 14 659.58 € en 2016, 11 500.25 € en 2015 et 12 707.68 € en 2014). Les demandes pour les factures d'électricité, gaz, eau représentent **92%** de ce montant (soit 8 331.52 euros).

Les autres demandes concernent les secours d'urgence (350 €) et les autres aides (420 € pour des aides aux assurances, l'achat d'un lit médicalisé, l'achat d'une poussette double...).

### Aides accordées en 2018



En 2018, on observe **une baisse significative des aides attribuées par le CCAS**. Cette observation semble être partagée par l'ensemble des CCAS de l'Agglomération et même plus largement (information relevée de manière informelle suite à des échanges lors de rencontres entre directeurs CCAS mais également lors de réunions d'information ou de formation). Le rapport d'activité départemental n'étant pas encore publié, il n'est pas possible de se comparer à l'échelle du département.

Cette baisse s'explique en premier lieu par la diminution du nombre de demandes. Nous manquons de recul pour pouvoir expliquer et justifier ce phénomène : *des situations beaucoup plus précaires relevant du surendettement ? Une amélioration de la gestion du règlement des factures grâce aux chèques énergie ? Un travail de prévention sur la gestion budgétaire et les économies d'énergie qui commence à porter ses fruits ?*

A noter également du fait que les aides attribuées en décembre 2018 seront comptabilisées sur le budget de l'année 2019.

Le FSL a reversé au CCAS une **contribution aux frais de gestion de 445.85 €** en 2018 (795.01 en 2017 et 548,96 € en 2016).

Au printemps 2018, l'Etat a mis en place **les Chèques Energie** qui remplace les tarifs sociaux d'énergie. Ils sont attribués sous condition de ressources sans aucunes démarches préalables à accomplir. Ils permettent de payer des factures pour tout type d'énergie du logement mais également de financer des petits travaux pour limiter la consommation énergétique du domicile.

Le rôle du CCAS a donc été d'informer les usagers de l'existence de ce nouveau droit, répondre aux nombreuses questions des bénéficiaires et les accompagner dans l'utilisation de ce chèque.

Pour finir, en 2019, le chèque énergie sera augmenté de 50 € et bénéficiera à 2,2 millions de foyers supplémentaires, soit une aide pour près de 5,8 millions de ménages.

#### **4. L'accompagnement social et budgétaire**

##### **Le conseil ponctuel**

C'est une action d'information ou de conseil pour une demande précise, formulée par l'utilisateur. Les entretiens, dans le cadre des demandes d'aides FSL- Energie Eau, permettent d'avoir une vision globale de la situation et ainsi apporter une aide et des conseils ponctuels sur :

- Les économies d'énergie
- Les droits en matière de santé (mutuelle, remboursement de soins etc.)
- Le budget
- L'éligibilité à certaines aides : CAF, demande de dégrèvement taxe d'habitation, tarifs sociaux d'énergie (TPN, TSS), RSA, Prime d'activité...
- Le logement

##### **L'accompagnement social**

En parallèle de l'instruction des demandes d'aides financières et des conseils ponctuels, le service social mène des **accompagnements sociaux individuels** pour aider les personnes à restaurer leur autonomie, favoriser leur épanouissement et, selon leur âge et leur situation, faciliter leur insertion sociale : accompagnement dans la procédure de surendettement, accompagnement budgétaire, accompagnement vers le soin, accès aux droits sociaux etc.

L'action du service est parfois de voir au-delà de la demande ponctuelle afin de permettre une amélioration à long terme de la situation de certains usagers.

Plusieurs accompagnements budgétaires ont été menés en 2018 par la Conseillère ESF. Les difficultés financières semblent toucher de plus en plus de ménages bénéficiant de ressources suffisantes et se trouvant de ce fait au-dessus des plafonds d'attribution d'aide (retraités, salariés etc.). Des choix budgétaires inadaptés, des problématiques familiales ou de santé déstabilisent leur budget et les amènent à solliciter le service social.

##### **Le travail en lien**

###### **Avec les partenaires institutionnels**

- Les assistantes sociales de secteur (département) : mise en place en 2017 de réunion tous les deux ou trois mois afin d'échanger sur les accompagnements en commun. Les échanges par téléphone et mail sont également très réguliers.
- Les assistantes sociales du CHBA et de l'EPSM.

Ces liens permettent une cohérence dans l'accompagnement social et budgétaire des familles. Il permet également d'échanger sur le positionnement professionnel à l'égard de différentes situations. Des rencontres tripartites (CESF, Assistant social et usager) sont proposées aux usagers afin de mieux définir les objectifs visés en accord avec les missions de chacun.

- Les organismes de sécurité sociale (CAF, MSA, CARSAT, CPAM...). Cependant, il est de plus en plus difficile de maintenir le travail en partenariat du fait de l'absence d'interlocuteurs privilégiés au profit des plateformes téléphoniques.

#### ▪ Les associations

Les associations caritatives de secteur et notamment Saint-Vincent de Paul et le Secours Catholique. Mais aussi plus ponctuellement d'autres associations : Croix Rouge Française, Ligue contre le cancer, restos du cœur, secours populaire.

D'autres orientations ont été effectuées vers l'ASCEAP, l'AMISEP, Le CIDFF, Familles Rurales, Habitat et Humanisme, La Maison du Droit, Le foyer La Tilma, Vannes Relais ...

Les missions des différentes associations sont complémentaires à celles du CCAS et permettent d'élaborer un plan d'action personnalisé avec un soutien alimentaire, financier, logistique et juridique.

### 5. Les actions collectives et manifestations

#### Le Festival des solidarités

En 2018, Le Collectif SSI des pays de Vannes et d'Auray a organisé la onzième édition locale du Festival des solidarités, du 16 novembre au 2 décembre. Le festival a permis de rassembler environ 2400 personnes (un millier de plus qu'en 2017) lors de 23 événements repartis géographiquement entre Auray et les communes de l'agglomération de Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération sur l'axe thématique de l'accueil des migrants.

Plusieurs manifestations se sont déroulées sur la commune de Saint-Avé :

- Mise en place d'une exposition photo « expérience migrants » de Monsieur Jean-Roch Martin dans le hall du Dôme et dans la médiathèque,
- Présentation du retour d'expérience d'étudiants Avéens de leurs voyages humanitaires à l'Auditorium du Dôme,
- Diffusion au Dôme également du documentaire « bienvenue Mister Chang »,
- Clôture du festival par la soirée « saveurs et musiques du monde » organisée à l'espace Jean Le Gac. Cette soirée a été précédée d'un atelier culinaire interculturel à la salle du Calvaire.

Cette dernière action a permis la rencontre entre les familles, les jeunes migrants et les habitants autour de plats préparés le matin lors de l'atelier culinaire interculturel et ceux apportés par les visiteurs. Environ 200 personnes étaient présentes et ont pu échanger et partager des saveurs, musiques et danses.

Cependant, faute de ressources humaines suffisantes le collectif a annoncé sa dissolution suite à l'assemblée générale extraordinaire du 12 mars 2019.

#### Opération « Les Tables de Noël » :

Pour les fêtes de 2018, le CCAS a eu la possibilité, grâce à l'association Les Bouffons de la Cuisine, d'offrir gracieusement un repas festif et de qualité aux personnes n'ayant pas les moyens ou l'occasion de célébrer les fêtes de fin d'année.

Le repas a été préparé et offert par les chefs cuisiniers de l'association avec l'aide des élèves du restaurant d'application du lycée Jean-Guéhenno pour le service. Le CCAS a mis à disposition la salle Jean Le Gac, les décorations, l'animation musicale et a participé à l'organisation du repas.

Les associations Saint-Vincent de Paul, le Secours catholique, le Secours Populaire et le CCAS ont distribués une centaine d'invitations. 93 personnes étaient présentes au repas du 10 janvier, ce moment a permis aux bénéficiaires d'échanger et de partager un moment convivial autour d'un repas de grands chefs (David Kiburse, Vincent David, Alain Chartier etc.).

#### La collecte nationale de la Banque Alimentaire

Comme chaque année, le CCAS a organisé avec la Banque Alimentaire, la collecte nationale 2018 sur la commune.

Les associations du secteur (Familles Rurales, le Secours Catholique, la Société Saint-Vincent de Paul et l'Epicerie solidaire de Monterblanc), les habitants, les élus municipaux, la Maison des Jeunes ainsi que les scouts de Saint-Avé ont participé comme bénévoles à la collecte 2018.

Cette mobilisation a permis de récolter 8796 kg de denrées ont été récoltées auprès des différents supermarchés de Saint-Avé soit 26% de plus qu'en 2017.

## **C. L'EMPLOI**

---

Au 1<sup>er</sup> septembre 2018, une partie des missions de l'espace emploi ont été transférées au service social. Le service accompagne désormais les demandeurs d'emplois dans la réalisation de leur CV et de leur lettre de motivation. Par le biais de la liste des emplois de proximité, il met également en lien les particuliers employeurs et les demandeurs d'emploi souhaitant effectuer diverses missions à domicile : aide à domicile, jardinage, garde d'enfants etc.

Les missions en lien avec les entreprises de Saint-Avé ont été transférées quant à elles, au service Action Economique.

**EHPAD**